

situation économique de la librairie indépendante

– résumé de l'étude –

Dans le cadre des travaux de la Commission de usages commerciaux, instance de concertation entre éditeurs et libraires, le Syndicat de la librairie française (SLF), le Syndicat national de l'édition (SNE) et le Ministère de la culture et de la communication (DLL-CNL), ont souhaité réaliser une étude sur la situation économique de la librairie. Cette étude a, pour la première fois, couvert l'ensemble des niveaux de librairies¹ et conjugué des entretiens qualitatifs et une enquête quantitative auprès d'un échantillon représentatif de librairies, dont les résultats, exploités par Ipsos et l'Observatoire de l'économie du livre (DLL-CNL), ont été consolidés par des données fournies par les distributeurs².

Selon le panel Ipsos, la librairie représentait 41 % du marché du livre en 2006 (hors Internet, VPC, clubs et courtage), soit le premier réseau de vente au détail devant les grandes surfaces multimédia (34 %) et les grands distributeurs (25 %). Cette position de leader se renforce en littérature et sciences humaines (50 % du marché) mais tombe à 35 % pour le pratique et 38 % pour les dictionnaires.

L'enquête a pour premier objectif d'*informer* l'ensemble des acteurs du circuit du livre sur la situation économique de la librairie indépendante. Les éditeurs pourront en tenir compte pour orienter leurs relations spécifiques, notamment commerciales, avec les libraires. Son exploitation permettra également de *préparer* le travail à venir dans les différents groupes de réflexion interprofessionnels.

Sauf mention contraire, les numéros de page renvoient au rapport des enquêtes quantitatives

1 - CARTE D'IDENTITÉ DE LA LIBRAIRIE

[pp. 13-40 du rapport]

Les librairies de l'échantillon ont été classées en quatre catégories correspondant à des tranches de chiffre d'affaires livre. Les données fournies par les distributeurs ont permis d'estimer le poids de chacune de ces catégories dans le CA total de la librairie indépendante.

	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
montant du CA livre	> 2 M€	de 1 à 2 M€	de 0,3 M€ à 1 M€	< 0,3 M€
poids de chaque catégorie dans le CA global de la librairie	29%	17%	27%	27%

• *Chiffre d'affaires*

[pp. 13-15]

médianes *	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
CA total par librairie	4 131 k€	1 387 k€	596 k€	251 k€
% CA livre / CA total	84,0%	91,8%	87,6%	86,8%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

* la médiane désigne la valeur d'une variable qui sépare l'échantillon en deux (les valeurs de la moitié des effectifs de l'échantillon sont inférieures ou égales à la médiane) : elle neutralise l'effet des valeurs extrêmes et donne une image plus juste de la distribution de cette variable que la moyenne

Le livre représente en moyenne plus de 80 % du CA dans les quatre catégories de librairies, et même 100 % pour 30 % des répondants. Les autres produits vendus dans les librairies de l'échantillon sont principalement la papeterie (42 % des répondants, 7 % du CA), le multimédia (disques, DVD : 35 % des répondants, 2,3 % du CA) et la presse (15 % des répondants, 0,6 % du CA).

¹ L'enquête 2003 de l'Observatoire de l'économie du livre ne portait que sur les librairies de 1^o niveau. Les « niveaux » de librairie sont des segmentations utilisées par les diffuseurs selon des critères quantitatifs et qualitatifs.

² L'enquête a porté sur un échantillon de 296 librairies dont 140 ont retourné un questionnaire exploitable (enquête quantitative) et 40 ont fait l'objet d'un entretien approfondi (enquête qualitative).

- *Surface, assortiment et effectifs*

[pp. 19, 20 et 16]

médianes	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
surface affectée au livre (m ²)	625 m ²	250 m ²	100 m ²	47 m ²
assortiment				
nombre de titres en stock	48 800	26 000	12 759	6 565
nombre de titres / m ² livre	82	105	123	138
effectif (équivalents plein temps)				
effectif tous produits	26,1	9,9	4,6	2,1
effectif livre	18,8	7,8	3,4	1,6
CA détail livre / m ² livre (k€)	5,3 k€/m ²	3,9 k€/m ²	3,8 k€/m ²	2,9 k€/m ²
CA livre / effectif livre (k€)	188 k€/emploi	175 k€/emploi	152 k€/emploi	121 k€/emploi

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

- La largeur de l'assortiment est étroitement corrélée avec la taille de la librairie puisqu'elle double pratiquement à chaque passage de catégorie. Elle est beaucoup plus dispersée au sein des librairies A, dans lesquelles elle varie d'un peu plus de 20.000 à plus de 120.000. L'occupation de l'espace est, elle, plus intense à mesure que la taille et le chiffre d'affaires décroissent (138 titres / m² pour les librairies D, 123 pour les C, 105 pour les B et 82 pour les A). Néanmoins, la rentabilité de l'espace (CA au m² consacré au livre) demeure plus importante dans les grandes librairies.
- La segmentation ABCD reflète logiquement des profils très marqués en termes d'effectif. Le chiffre d'affaires par emploi décroît avec la taille de la librairie. Par ailleurs, la part des emplois à plein temps représente dans toutes les catégories de librairies plus de 80 % des effectifs mais elle décroît avec la taille de la librairie au bénéfice du temps partiel (librairies B) et de l'apprentissage (librairies C et D).
- Le CA par emploi est en moyenne de 150 k€ mais avec de fortes variations dues en partie aux ventes aux collectivités. La productivité des plus grosses librairies est d'environ 50 % supérieure à celle des plus petites aussi bien en termes de CA / emploi que de CA / m².

- *Profils et salaires des libraires*

[rapport Quali, p. 4 et Annexe 3]

échantillon quali (40 librairies, 529 emplois)	âge moyen	ancienneté librairie	ancienneté dans l'entreprise	salaire brut mensuel
employés débutants	28 ans	2,1 ans	1,8 an	1336 €
employés qualifiés	37 ans	11 ans	9 ans	1622 €
employés très qualifiés	42 ans	16 ans	11 ans	1985 €
cadres et dirigeants	45 ans	17 ans	17 ans	2940 €

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quali 2005), Denis Bénévnt et Ambroise Pujebet pour SLF/SNE/DLL-CNL

L'enquête confirme la faiblesse des salaires en librairie, quelle que soit la taille (A, B, C ou D). Alors que 42 % des salariés concernés par cette enquête ont une formation universitaire supérieure à Bac+3 et 39 % une formation professionnelle spécifique aux métiers du livre (IUT et BP librairie, Bac+2 ou Bac+3), un libraire très qualifié avec 16 ans d'ancienneté gagne en moyenne 1,6 fois le SMIC.

- *Propriété des locaux*

[p. 19]

	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
propriété des murs (librairie ou dirigeants)	34%	30%	24%	8%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

Un petit quart des répondants est propriétaire, à titre personnel ou à travers une société, des murs de la librairie. La proportion de librairies propriétaires est particulièrement faible dans la catégorie D, de même que, toutes catégories confondues, à Paris (10 % seulement). On note également qu'une petite minorité de librairies A, B et C, notamment en Ile-de-France, occupent des locaux communaux.

- **Durée d'ouverture**

[pp. 22-24]

durée d'ouverture	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
durée moyenne d'ouverture hebdomadaire	55,9 h	50,8 h	48,4 h	48 h
nombre moyen d'heures d'ouverture par an	2 906 h	2 631 h	2 481 h	2 401 h

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

Bien que les pratiques des répondants en matière de durée d'ouverture soient assez variables (de 35 à 70 heures hebdomadaires), on peut observer que ce sont les librairies A qui offrent les horaires d'ouverture les plus étendus (horaires journaliers plus étendus, ouverture systématique le lundi, pas de semaine de fermeture). Environ 16 % des librairies sont ouvertes le dimanche sans distinction liée à la taille. 30 % des librairies D sont fermées le lundi.

- **Informatisation et usages du numérique**

[pp. 24-30]

informatisation et usages du numérique	libr. A	libr. B	libr. C	libr. D
informatisation : gestion des stocks + analyse des ventes	94%	89%	76%	46%
informatisation : ni gestion des stocks ni analyse des ventes	-	7%	9%	35%
utilisation de l'EDI	100%	100%	82%	50%
part des commandes par EDI	90%	88%	71%	50%
abonnement à Electre	97%	93%	62%	35%
<i>dont abonnement internet</i>	53%	30%	15%	15%
<i>dont abonnement sur cédérom</i>	44%	63%	47%	19%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

- Plus des trois quarts des répondants sont informatisés pour la gestion des stocks et l'analyse des ventes. Mais si l'informatisation est massive dans les librairies A et B et conséquente dans les librairies C, elle est nettement moins développée dans les librairies D : 35 % d'entre elles ne sont pas du tout informatisées. Dans cette dernière catégorie, les petites librairies générales sont sensiblement moins informatisées que les librairies spécialisées (56 % contre 78 %).
- La totalité des répondants A et B utilisent les systèmes d'échanges de données informatisées (EDI) contre seulement la moitié des librairies D. L'EDI représente 90 % des commandes passées par les librairies A contre 50 % dans les librairies D où le fax reste un support essentiel (40 % du volume des commandes) et le téléphone un mode d'appoint (9 % du volume des commandes).
- L'abonnement à la base de données Electre est nettement minoritaire dans les petites librairies (35%).
- Enfin, la quasi totalité des librairies A et B ont un accès à Internet, ce qui n'est pas le cas pour 15% des librairies C et 19% des librairies D

- **Structure des ventes par spécialités / poids du « poche »**

[pp. 54-58]

répartition du CA livre par spécialités moyennes arithmétiques	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
Savoir (scolaire, parascolaire, USTM, encycl. dict.)	26%	26%	8%	7%
Litt. générale (littérature, policier/SF, actua., docs, SHS, religion)	41%	41%	48%	48%
Autres (jeunesse, BD, art/beaux livres, pratique)	33%	35%	44%	45%
<i>Poches (toutes catégories confondues)</i>	11%	12%	18%	26%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

- L'écart le plus frappant concerne les rayons de « savoir » qui représentent le quart du chiffre d'affaires des librairies A mais dont le poids décroît avec la taille de la librairie jusqu'à ne plus représenter que 7 % du CA des librairies D. L'écart est particulièrement marqué pour le scolaire et l'USTM (universitaire, scientifique, technique, médical et professionnel), rayons qui ne sont d'ailleurs présents que chez moins de 40 % des répondants C et D.

- À l'inverse, le poids du groupe « autres » apparaît inversement proportionnel à l'importance du chiffre d'affaires. La présence de librairies spécialisées, notamment en BD et en jeunesse, dans les catégories C et D explique que ces rayons y occupent proportionnellement une part plus importante que dans les librairies A et B.
- Enfin, le poids du poche se révèle également discriminant selon la taille (de 11 % dans les librairies A à 26 % dans les librairies D) et selon la spécialisation (20,5 % dans les librairies spécialisées en littérature et sciences humaines contre 14 % en moyenne dans les librairies générales).

2- L'ECONOMIE DES LIBRAIRIES

2.1. les canaux d'approvisionnement

[pp. 41-48]

• *Structure des approvisionnements*

[p. 41]

<i>moyennes arithmétiques</i>	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D	résultat globalisé *
Distributeurs	97,8%	95,0%	91,4%	90,5%	93,9%
Comptoirs de vente	1,4%	3,5%	5,3%	2,7%	3,0%
Agences/dépôts	0,7%	1,2%	2,5%	4,3%	2,2%
Grossistes	0,1%	0,3%	0,8%	2,6%	0,9%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

* Extrapolation des moyennes pondérées, représentative de la librairie dans son ensemble, compte tenu du poids en chiffre d'affaires des segments ABCD.

L'approvisionnement direct auprès des distributeurs ou des éditeurs assurant leur propre distribution est largement majoritaire dans toutes les catégories de librairies. Les comptoirs de vente sont plus fréquemment utilisés par les librairies parisiennes (68 %) et franciliennes hors Paris (89%) alors que le recours aux agences et dépôts régionaux est plus fréquent dans les librairies de province (34%), surtout les plus petites d'entre elles. L'approvisionnement auprès des grossistes est marginal quelle que soit l'implantation des librairies, à l'exception de quelques librairies D de province.

• *Remises*

➤ *les remises par canaux d'approvisionnement*

[pp. 42-45]

<i>moyennes arithmétiques</i>	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
remises distributeurs (données libraires)	37,4%	37,0%	35,6%	34,5%
remises distributeurs (données distributeurs)	37,9%	36,8%	35,6%	34,7%
remises tous canaux (données libraires)	37,3%	36,9%	35,5%	34,4%

source : *Situation économique de la librairie* (enquêtes Distributeurs et Librairie 2005), Ipsos Culture et Obs. de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

- En extrapolant les données fournies par les libraires, la remise des distributeurs s'établit à 36,2 % en résultat globalisé. Elle va de 37,4 % en moyenne arithmétique pour les librairies A à 34,5 % pour les librairies D. Si cet écart est plus réduit que celui que l'on imaginait intuitivement, on observe en revanche une amplitude des remises beaucoup plus marquée pour les librairies D : alors que la remise moyenne obtenue auprès des distributeurs par les librairies A varie entre 34,5 % et 39,5 %, elle s'étale entre 28,4 % et 37,6 % chez les librairies D, soit une amplitude de neuf points.
- Les remises indiquées par les distributeurs sont assez proches des résultats donnés par les libraires pour les librairies B, C et D et plus élevées pour les librairies A (+ 0,5 %). Ces écarts s'expliquent par plusieurs facteurs, dont l'inclusion, dans les données distributeurs, des surremises exceptionnelles, non prises en compte dans les données déclarées par les libraires, et l'inclusion par les libraires des remises, généralement plus faibles, accordées par d'autres distributeurs (les 11 distributeurs ayant participé à l'enquête ne représentent que 85 % de l'approvisionnement direct des librairies) ou d'éditeurs autodistribués (plusieurs librairies ont signalé le niveau de remise particulièrement bas accordé par certaines petites structures d'édition).

➤ *les remises par spécialités*

[pp. 61-62]

<i>moyennes arithmétiques</i>	librairies A & B	librairies B & C
Savoir	33,0%	30,5%
Scolaire	30,0%	26,6%
Parascolaire	36,0%	31,1%
USTM	32,7%	25,4%
Encyclopédies et dictionnaires	36,0%	32,4%
Littérature générale	37,8%	35,5%
Littérature	38,2%	35,6%
Documents, sciences humaines	37,1%	35,2%
Autres	37,7%	35,9%
dont Jeunesse	38,5%	36,5%
dont Bandes dessinées	37,3%	33,8%
Poches (tous rayons confondus)	38,8%	35,6%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

Le scolaire et l'USTM (universitaire, scientifique, technique, médical et professionnel) se caractérisent par un niveau de remise nettement plus faible que les autres rayons : quelle que soit la taille des librairies, les remises dans ces secteurs sont inférieures de 6 à 8 points à celles relevées pour la littérature générale et la jeunesse.

La concentration des ventes de livres prescrits sur les librairies A et B a dès lors deux conséquences :

- alors que, rayon par rayon, les écarts sur les remises sont assez significatifs entre grandes et petites librairies (de 2 à 7 points), l'écart sur la remise globale est beaucoup plus resserré (3 points en moyenne arithmétique : de 34,4% pour les librairies D à 37,3% pour les librairies A) ;
- c'est sur le prescrit que l'écart sur les remises est le plus marquée (7 points d'écart sur l'USTM).

Le fait que les écarts de remises soient moins importants en littérature générale et en jeunesse (de 2 à 3,5 points) s'explique également par la présence de librairies spécialisées dans les catégories C et D pour lesquelles les points de remise liés aux critères qualitatifs « gomme » l'effet lié à l'importance du chiffre d'affaires (critères quantitatifs). Il s'agit là du second facteur qui explique que l'écart de remise globale entre grandes et petites librairies soit plus resserré que les écarts de remise rayon par rayon.

On constate donc logiquement que les librairies spécialisées en scolaire-USTM ont une remise globale inférieure d'au moins un point à celle des librairies non spécialisées. Les autres librairies spécialisées (jeunesse, BD, littérature et sciences humaines) ont au contraire une remise globale plus élevée que ces librairies non spécialisées (+ 1,3 point pour les librairies A, + 1,4 pour les B, + 1,7 pour les C et + 2,5 pour les D).

<i>moyennes arithmétiques</i>	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
librairies non spécialisées	37,5%	36,4%	34,7%	33,3%
librairies spécialisées scolaire et USTM	34,8%	-	33,6%	-
autres librairies spécialisées (y-c Litt. & SHS)	38,8%	37,8%	36,4%	35,8%
ensemble	37,3%	36,9%	35,5%	34,4%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

• *Délais de paiement*

[p. 48]

Le délai de paiement moyen obtenu auprès des distributeurs est de 63 jours. Les délais obtenus auprès des autres circuits d'approvisionnement sont en général plus courts (jusqu'à 15 jours d'écart), ce qui n'a toutefois, compte tenu du faible poids de ces canaux dans l'approvisionnement, qu'une influence marginale sur le délai de paiement global : celui-ci s'établit, tous canaux confondus, à 62 jours avec un écart de 7 jours entre librairies A et librairies D (65 jours contre 58).

2.2. Office, réassort, retours

- *Office et réassort*

[p. 49]

part de l'office dans l'approvisionnement moyennes pondérées	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
office / office + réassort	31,7%	37,2%	39,8%	39,6%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête Distributeurs, 295 librairies) / Ipsos Culture pour SLF/SNE/DLL-CNL

L'office représente une part importante de l'approvisionnement des librairies, en particulier des plus petites : un peu plus de 30 % en moyenne pondérée pour les librairies A, 37 % pour les librairies B et près de 40 % pour les C et les D. Le poids plus faible de l'office dans les librairies A peut notamment s'expliquer par la plus grande maîtrise des approvisionnements déclarée par ces librairies.

- *Flux d'approvisionnement en volume*

[p. 51]

flux en volume (office + réassort) médianes estimées	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
nombre d'exemplaires/an	320 000	140 000	63 000	28 000
nombre d'exemplaires/jour	1 100	470	200	100

source : *Situation économique de la librairie* (enquête Distributeurs, 295 librairies) / Ipsos Culture pour SLF/SNE/DLL-CNL

Les librairies A reçoivent, en moyenne plus de 1 000 volumes par jour des onze distributeurs ayant répondu à l'enquête (85 % du marché environ), soit dix fois plus que les librairies D.

- *Retours*

[pp. 51-52]

taux de retour sur approvisionnement moyennes pondérées	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
retours / office + réassort	16,6%	23,8%	26,8%	29,8%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête Distributeurs, 295 librairies) / Ipsos Culture pour SLF/SNE/DLL-CNL

Aux alentours de 16 % dans les librairies A, le taux de retour s'élève jusqu'à 27 à 30 % des approvisionnements dans les librairies C et D, où la part de l'office est plus forte et qui sont moins visitées par les représentants (cf. tableau ci-dessous).

Ces taux de retour élevés pèsent bien évidemment sur les conditions d'exploitation des librairies C et D : en temps – et donc en productivité –, en transport, et surtout, en trésorerie – les ouvrages retournés ne leur étant crédités que plusieurs mois après le règlement des offices.

- *Gestion des flux et productivité*

[pp. 52-53]

Flux en volume par emploi livre moyennes arithmétiques	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D	écart D/A
nb vol. /j (off+réass.) / emploi livre	58	64	68	69	+20%
nb vol./j (off+réass.+ret.) / emploi livre	66	79	87	88	+33%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

Les plus petites librairies traitent, en moyenne et par jour, davantage de livres que les plus grandes. S'agissant des offices et du réassort, un employé en librairie D traite en moyenne 20% de livres de plus qu'un employé en librairie A. Si l'on ajoute les retours, l'écart atteint +33%. Le poids de cette gestion des flux est une des raisons de la plus faible productivité des petites librairies.

- *Les visites de représentants*

[pp. 38-40]

nb de visites des représentants	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
moins de 20 par mois	3%	7%	58%	77%
entre 20 et 50 par mois	34%	78%	38%	23%
plus de 50 par mois	50%	15%	-	-
non réponse	13%	-	4%	-

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

2.3. Ventes par clientèles

- *Répartition des ventes par clientèles*

[pp. 65-67]

répartition des ventes par clientèles (en % du CA livre, moyenne pondérée)	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D	résultat globalisé *
CA ventes au détail	81,3%	80,9%	82,4%	83,9%	82,3%
CA vente à terme (collectivités)	18,7%	19,1%	17,6%	16,1%	17,7%
dont CA collectivités scolaires	6,7%	4,3%	3,8%	3,4%	4,6%
dont CA collectivités non scolaires	12,0%	14,7%	13,8%	12,7%	13,1%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

* Extrapolation des moyennes pondérées, représentative de la librairie dans son ensemble, compte tenu du poids en chiffre d'affaires des segments ABCD.

La vente au détail représente plus de 80 % des ventes de livres dans l'ensemble des catégories de librairies (82 % en chiffre globalisé). Le poids des ventes aux collectivités (près de 18 % en chiffre globalisé) se situe entre 18 et 19 % pour les librairies A, B et C et autour de 16 % pour les librairies D.

Les ventes aux collectivités sont particulièrement élevées dans les librairies spécialisées : 30 % en moyenne dans les librairies spécialisées en ouvrages scolaires et les « autres librairies spécialisées » (jeunesse, BD, religion) contre 16,5 % dans les librairies générales et 10 % dans les librairies spécialisées en littérature et sciences humaines.

- *Rabais aux collectivités et aux particuliers*

[pp. 68-69]

rabais moyen consenti (en % du prix de vente public, moyenne pondérée)	librairies A & B	librairies C & D	résultat globalisé *
vente au détail	2,7%	2,7%	2,7%
vente à terme (collectivités)	11,3%	11,4%	11,3%
dont rabais collectivités scolaires	17,9%	18,3%	18,0 %
dont rabais collectivités non scolaires	9,0%	8,9%	8,9%
ENSEMBLE	4,3%	4,3%	4,3%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

* Extrapolation des moyennes pondérées, représentative de la librairie dans son ensemble, compte tenu du poids en chiffre d'affaires des segments ABCD.

Les données relatives aux rabais frappent par leur homogénéité entre les catégories de librairies.

- La carte de fidélité, proposée par plus des deux tiers des librairies, représente un rabais au détail de 2,7% ;
- Le taux de rabais aux collectivités non scolaires (majoritairement des bibliothèques) est équivalent au taux maximal défini par la loi du 18 août 2003 alors que le taux de rabais applicable aux ventes de livres aux établissements scolaires (ventes d'ouvrages non scolaires pour lesquelles le rabais est plafonné à 9 % et ventes d'ouvrages scolaires sans plafonnement du taux de rabais) se situe autour de 18 %. On peut donc supposer que le taux de rabais pour la vente de livres scolaires atteint au moins 20 %. Au total, le taux de rabais moyen s'élève à 4,3 %.

2.4. Consommation de la marge et rentabilité

[pp. 70-85]

consommation de la marge (en % du CA total HT, moyenne arithmétique)	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D	résultat globalisé *
Marge commerciale	33,0%	32,7%	32,9%	34,0%	33,1%
Frais personnel (yc Charges sociales)	17,2%	18,3%	18,2%	17,8%	17,8%
Loyer	2,6%	2,5%	3,0%	4,0%	3,0%
Transport	1,2%	1,4%	1,6%	1,9%	1,5%
<i>s/t Personnel + Loyer + Transport</i>	<i>21,0%</i>	<i>22,2%</i>	<i>22,8%</i>	<i>23,7%</i>	<i>22,3%</i>
Résultat courant avant impôt	2,9%	2,2%	1,3%	1,1%	1,9%
Résultat net	2,0%	2,0%	1,3%	0,6%	1,4%

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

* Extrapolation des moyennes pondérées, représentative de la librairie dans son ensemble, compte tenu du poids en chiffre d'affaires des segments ABCD.

- Première constatation, il n'existe pas de corrélation entre le chiffre d'affaires et le niveau de **marge commerciale**, qui est très proche entre les librairies A, B, C et D. Néanmoins, comme pour les remises, on observe que la situation des librairies A est beaucoup plus homogène que pour les librairies C et D : le taux de marge varie de 10 points pour les librairies A (de 28 % à 38 %) contre une amplitude de 20 points pour les plus petites librairies (de 22 % à 42 %). On retrouve sur ces points deux facteurs explicatifs mentionnés plus haut : la concentration des ventes des secteurs à faible remise (et à rabais élevé pour ce qui est du scolaire) sur les librairies A et B ; la présence de librairies spécialisées bénéficiant de remises relativement élevées parmi les librairies C et D.
- Premier poste de charges, les **frais de personnel** (dirigeants compris) absorbent à eux seuls plus de la moitié de la marge commerciale et représentent en moyenne de 17 % à 18 % du chiffre d'affaires. Leur poids est légèrement plus faible dans les librairies A. Ce poste varie selon les répondants de 5 % à 28 % et c'est encore chez les librairies C et D que la dispersion est la plus forte. Rapportés au nombre d'emplois, les frais de personnel (y compris charges sociales) représentent en moyenne de 2 300 à 2 500 euros par mois pour un emploi à temps plein dans les librairies A, B et C (soit un salaire net d'environ 1 400 euros), mais seulement 1 600 euros dans les librairies D, c'est-à-dire, en salaire net, moins que le SMIC. Ce chiffre semble indiquer que, dans ces petites entreprises, il n'est pas rare que les dirigeants ne se versent pas de salaire régulier.
- Le poids du **loyer** varie de 0 % à plus de 8 % (3 % en résultat globalisé). Ces écarts s'expliquent par la nature du propriétaire des locaux (dirigeant, librairie ou personne extérieure), la localisation (le loyer pèse en moyenne 0,7 % de plus pour les librairies parisiennes et franciliennes) et la taille des librairies (en région comme à Paris, le loyer pèse davantage pour les petites librairies).
- Les coûts de **transport** varient, pour leur part, de 0,1 % à 3,6 % du CA (1,5 % en résultat globalisé). Deux raisons principales à ces variations : la localisation géographique (les coûts de transport sont, en moyenne, supérieurs d'un point pour les librairies de province – 1,8 % contre 0,8 % – et d'un demi-point si l'on intègre le coût des coursiers pour les libraires franciliens) et la taille de la librairie (le coût moyen supporté par les librairies C et D – 1,7 % – est, en moyenne, supérieur d'un demi-point à celui des librairies A et B – 1,3 % –).
- Le **cumul de ces trois postes de charges** (personnel, loyer, transport) est plus élevé dans les petites librairies (près de 24 % dans les librairies D contre 21 % dans les librairies A).
- Le **résultat net** moyen s'établit à 1,4 % en chiffre globalisé. Il varie, en moyenne arithmétique, de 2,0 % (librairies A et B) à 1,3 % pour les librairies C et seulement 0,6 % pour les librairies D. En valeur absolue, la faiblesse de la rentabilité moyenne des librairies D est encore plus frappante puisque ce taux correspond, pour les librairies de l'échantillon, à un résultat de moins de 2 000 €
- Ces moyennes masquent une grande dispersion des résultats (de – 8 % à + 8 % pour le résultat net), les librairies C et D affichant à nouveau les situations les plus contrastées. 23 % des répondants ont un résultat courant négatif (7 % des A, 12 % des B, 39 % des C et 31 % des D) ; à l'autre extrémité, 18 % des répondants ont un résultat courant supérieur à + 5 % (23 à 24 % des librairies A et B, 13 % des librairies C et D).

- Les résultats ne permettent pas d'identifier des facteurs spécifiques influant de manière déterminante sur la rentabilité, dans un sens ou dans l'autre, hormis des facteurs évidents comme la rotation des stocks ou le niveau de marge. Les éléments qui viennent diminuer le niveau de la marge, comme par exemple une activité importante de vente de livres scolaires (faibles remises / rabais élevés), constituent ainsi des facteurs négatifs en termes de rentabilité.

2.5. Stocks et ratios d'exploitation

[pp. 87-91]

stocks et ratios d'exploitation	librairies A	librairies B	librairies C	librairies D
rotation des stocks / an	4,6	4,1	3,3	2,8
poids du stock C (>12 mois)	13%	18%	19%	25%
BFR (en jours de CA)	23 j	40 j	51 j	88 j

source : *Situation économique de la librairie* (enquête quanti 2005), Ipsos Culture et Observatoire de l'économie du livre pour SLF/SNE/DLL-CNL

On observe une **dégradation des ratios d'exploitation à chaque « passage » de catégorie**, avec une accentuation marquée du phénomène entre les librairies C et D. Les librairies D enregistrent des **rotations** 1,5 à 2 fois plus faibles, en moyenne, que les librairies A, d'où un poids de « stock C » (stock détenu depuis plus de douze mois) deux fois plus élevé. Elles se caractérisent également par un **besoin en fonds de roulement** 4 fois plus long, ce qui pèse fortement sur leur trésorerie.

3- ATTENTES ET PRÉOCCUPATIONS DES LIBRAIRES

- *Les relations commerciales, première préoccupation des libraires*

[pp. 35-40, 92-96]

Les réponses aux questions posées dans les volets quantitatif et qualitatif de l'enquête sur l'information et les relations commerciales font ressortir :

- un assez bon niveau de satisfaction pour la qualité des informations sur les nouveautés et les opérations de promotion ;
- un sentiment plus mitigé concernant les informations d'analyse de l'activité commerciale ;
- des jugements contrastés, selon les diffuseurs, s'agissant de la maîtrise des offices, de la souplesse des retours et du niveau des remises.

Sur tous ces points, les petites librairies, moins fréquemment visitées par les représentants, expriment de façon nette la plus forte insatisfaction. Le rôle du représentant est d'ailleurs réaffirmé par l'ensemble des libraires comme étant essentiel.

Le caractère insatisfaisant des relations commerciales avec certains fournisseurs ressort d'ailleurs comme la préoccupation la plus partagée par les libraires ayant répondu à une question ouverte de l'enquête quantitative qui les invitait à exprimer les observations qu'ils souhaitaient faire sur la situation de leur entreprise ou de la librairie en général (citation spontanée). Les remises qui n'évoluent pas, la prise en compte insuffisante du qualitatif, le problème de la maîtrise des assortiments (offices « sauvages » ou « obligatoires », la hausse de la production éditoriale...) et le sentiment d'être moins bien traités que les autres réseaux (chaînes, grandes surfaces) figurent notamment parmi les aspects les plus cités.

- *Autres appréciations exprimées par les libraires*

[pp. 96-101]

Les libraires soulignent également les éléments suivants : absence de marge de manœuvre, difficultés économiques (conjoncture économique dégradée, forte hausse des charges de loyer et de transport), impossibilité de rémunérer suffisamment un personnel qualifié, difficultés de transmission des entreprises.

Quelle que soit la taille de leurs librairies, les libraires expriment une inquiétude certaine, mais ils réaffirment également la passion qu'ils portent à leur métier et qui motive toujours leur combativité.

Cette combativité s'exprime notamment dans les efforts de modernisation et d'agrandissement déployés pour affronter la concurrence, efforts dont ils soulignent qu'ils n'auraient pu être envisagés sans les mesures d'accompagnements spécifiques à la profession (loi sur le prix unique, plafonnement des rabais aux collectivités, aides économiques des pouvoirs publics, soutien de l'ADELC...).

Outre une réflexion sur la facilitation des transmissions d'entreprises, la principale attente exprimée concerne la revalorisation de leur métier, notamment au travers d'une meilleure reconnaissance du qualitatif.

4- EVOLUTION 2003-2005 (échantillon constant librairies de 1^e niveau)

[pp. 102-123]

53 librairies de 1^e niveau ont répondu aux deux enquêtes sur la situation économique de la librairie menées en 2003 et en 2005.

Les premières analyses des résultats de cet échantillon constant de librairies de 1^e niveau montrent qu'entre 2001-2002 et 2004-2005, dates des exercices concernés par les enquêtes, ces librairies ont connu un développement assez soutenu de leur chiffre d'affaires (+14%, soit une hausse en volume d'environ 10%), résultant à la fois d'une politique d'agrandissement (un tiers des librairies a accru sa surface de vente) et, pour une large majorité d'entre elles, du développement des ventes aux collectivités non scolaires, favorisé par le plafonnement des rabais introduit par la loi du 18 juin 2003 sur la rémunération du prêt en bibliothèque.

Pour ces librairies, ce développement des ventes s'est accompagné d'une amélioration d'environ un point en moyenne de la marge commerciale, dont la moitié s'explique par la baisse du rabais sur les ventes aux collectivités.

Cette amélioration de la marge a cependant été absorbée par la hausse des charges, notamment de personnel, de loyer et de transport, et ne s'est pas retrouvée au niveau de la rentabilité de ces librairies, qui est restée globalement stable entre les deux périodes : un peu en dessous de 3% du CA pour le résultat courant avant impôt et autour de 2% du CA pour le résultat net.

On se gardera cependant d'extrapoler à l'ensemble de la librairie les tendances observées sur cet échantillon de librairies de 1^e niveau. L'enquête 2005, menée auprès de librairies de 1^e et de 2^e niveau, a montré par exemple que, du fait d'un moindre niveau de rentabilité des plus petites librairies, la rentabilité de la librairie dans son ensemble (1,4% du CA) était sensiblement inférieure à celle des librairies de 1^e niveau.

La dégradation de la conjoncture, qui s'est accentuée depuis la date de réalisation de l'enquête 2005, peut donc laisser craindre une fragilisation accrue des plus petites librairies, mais aussi de certaines des plus grandes, toute baisse d'activité entraînant mécaniquement une hausse du poids des charges fixes (salaires, loyer) dans le chiffre d'affaires et, sauf à réduire les investissements, une réduction du résultat.